

**DIRECTION RAYONNEMENT COMMUNAL**

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC**

## ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 23T051 2023

**DOMAINE : 9.1 Autres domaines de compétences des**

**communes**

Objet : ARRÊTE MUNICIPAL PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

Le Maire,

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-6, L 2542-2 et suivants,

**VU** le code de la voirie routière ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, articles L 2122-1 et suivants

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 16 décembre 2022 fixant le montant des redevances à percevoir au profit de la Commune pour l'occupation du domaine public communal ;

**VU** la délibération du conseil municipal en date du 20 juin 2016 adoptant le règlement d'occupation du domaine public,

**VU** la demande par laquelle Monsieur KARTAL Erwan gérant du restaurant « DELICE CIGKOFTE » qui sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'exercer son commerce.

### ARRÊTE :

#### Article 1 : Autorisation d'installation

##### **Monsieur KARTAL Erwan gérant du restaurant « DELICE CIGKOFTE »**

- Est autorisé à installer une terrasse
- Lieu du dépôt : au droit du 4 Place de République
- Nature du dépôt : tables, chaises et parasols

Dimensions autorisées à partir de la base de la devanture (ou de l'immeuble) : 15m<sup>2</sup>.

- Longueur : 3 mètres
- Largeur : 5 mètres
- Passage piéton à laisser libre d'accès de : 0 mètre

#### Article 2 : Durée et régime de de l'autorisation

L'autorisation d'installation sur le domaine public est accordée à compter du 01/01/2023 jusqu'au 30/06/2023.

Elle doit faire l'objet d'un renouvellement exprès, par courrier adressé au Maire 2 mois avant son terme.

Son annulation interviendra de plein droit en cas de cessation ou de changement d'activité ou de cessation du fond. Le nouveau propriétaire du fond devra déposer sa propre demande.

### Article 3 : Conditions financières

Le permissionnaire s'acquittera de la redevance fixée selon le tarif établi par le conseil municipal, dans sa délibération en date du 16 décembre 2022 pour la période définie par le présent arrêté. Cette redevance devra être versée auprès du receveur municipal après réception d'un titre de recette par la direction des finances de la ville. Le recouvrement s'effectuera, dans le courant du 2<sup>ème</sup> trimestre 2023.

### Article 4 : Obligations du bénéficiaire

Sous peine de révocation du permis, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu au strict respect des obligations. Le permissionnaire s'engage à respecter le règlement d'occupation du domaine public dans son intégralité. Il devra notamment maintenir les lieux dans un parfait état de propreté et veiller à la libre circulation des piétons sur le trottoir. Il est à nouveau rappelé que l'espace concédé doit être libéré de toute installation tous les soirs afin notamment de permettre l'entretien du lieu.

### Article 5 : Travaux

Les travaux éventuels effectués dans l'intérêt de la voirie devront être supportés par le permissionnaire, sans donner lieu à indemnité.

### Article 6 : Urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir, si nécessaire, les autorisations d'urbanisme prévu par le code de l'Urbanisme (article L 421 et suivants – permis de construire, déclaration de travaux, permis de démolir).

### Article 7 : Révocation de l'autorisation

La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées, ou pour toute autre raison d'intérêt général.

### Article 8 : Responsabilités

Le permissionnaire est responsable de tout dommage provoqué par son installation sur le domaine public. De même la collectivité n'est en aucun cas responsable des dommages créés par des tiers sur cet espace concédé.

### Article 9 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Marignane, le 06/02/23

Notifié à l'intéressé le

*Cet acte peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Mairie ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Marseille par courrier ou par saisine dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception en sous-préfecture.*



*[Handwritten signature in blue ink]*